

Communiqué de presse du 4 avril 2008

Responsabilité de l'État du pavillon : combat d'arrière-garde ? la faute...

L'Institut Français de la Mer condamne vigoureusement l'attitude irresponsable de certains États membres concernant le rejet récent, par le conseil de l'Union européenne, de la mise en œuvre de la responsabilité de l'État du pavillon.

De fait l'IFM, qui s'est exprimé clairement, fréquemment et publiquement à ce sujet, a toujours soutenu pour l'essentiel le troisième paquet de la Commission européenne, dit « Paquet Erika III ». Et tout particulièrement le projet de directive qui (pour la première fois à ce haut niveau international) préconisait l'adoption d'une telle responsabilité des États, en l'inscrivant au surplus dans le cadre légitime et universel des recommandations d'application définies par l'OMI.

Récemment encore - et l'IFM l'avait dénoncée fortement - l'absence criante de l'État de Malte au procès de *l'Erika* mettait en évidence l'anomalie de ce qu'il faut bien considérer de plus en plus comme un abus de position de souveraineté. Il était à l'évidence inacceptable, même si l'état actuel du droit le rendait possible, que ne puisse être poursuivi l'un des principaux responsables de ce genre de catastrophes, à savoir l'État qui à l'époque n'avait ni l'intention ni les moyens lui permettant de contrôler et faire respecter - par les armateurs et navires battant son pavillon - les conventions internationales dont il était partie.

L'Institut Français de la Mer, avec beaucoup d'autres défenseurs et promoteurs de la qualité, va poursuivre son combat pour que disparaisse cette dernière résurgence d'une époque d'irresponsabilité, alors que les progrès sont considérables sur la plupart des autres fronts de la sécurité maritime.

Et il va le faire en soulignant que de toutes façons, le sens de l'histoire est clair et sera de plus incontournable, et que cette victoire négative des parangons de l'irresponsabilité maritime étatique n'est plus qu'un combat d'arrière-garde (même si elle est aujourd'hui encore majoritaire). Ce faisant il appelle les autres acteurs du monde maritime à unir leurs efforts en soulignant que la perspective d'une avancée heureuse à court ou moyen terme est réaliste, et non plus utopique. Il rappelle en effet, à titre d'exemples parmi bien d'autres :
- que beaucoup considéraient il y a peu que l'on ne pourrait bannir de nos côtes les dégazages sauvages, les navires-poubelles, ni faire condamner les mauvais opérateurs (c'est vraiment en cours) ;

- que beaucoup considéraient qu'il ne serait pas non plus possible de publier de listes noires (listes de la honte) de navires et États-pavillons de complaisance (c'est fait) ;
- que beaucoup, contre « l'activisme » de l'IFM à l'époque, militaient contre l'émergence d'une Agence européenne de sécurité maritime (c'est fait) ;
- enfin que personne, aucun État membre de l'UE mis à part la France avec la Commission européenne, ne soutenait - fin 2002 encore - l'idée française de doter l'Europe de navires anti-pollution, alors que 16 sont affrétés actuellement (le parallèle ayant toute sa pertinence puisqu'il y a encore un an, la France était tout aussi isolée sur cette question de responsabilité du pavillon alors qu'aujourd'hui elle a été rejointe par l'Italie, la Belgique et la Bulgarie) .

Sur tous ces points et de nombreux autres, « le monde a changé » et la marche vers la qualité paraît irréversible. Et les observateurs avertis savent que la victoire de la complaisance n'est plus du tout inéluctable, même s'il y a et il y aura encore des « bavures » car il y faudra encore quelques mesures et quelques années.

Mais il est tout simplement impensable que les États voyous restent encore longtemps à l'écart de la chaîne de responsabilité maritime et continuent de soutenir leur propre impunité.

Il est bien que leurs opinions publiques les y poussent comme elles le font de plus en plus ; il est encore mieux que les grands et bons professionnels et acteurs du maritime - ceux qui agissent et payent pour la qualité - leur fassent savoir qu'ils pourront de moins en moins invoquer leur silence.

